Weiss Gillian
Captifs et corsaires. L'identité française et l'esclavage en Méditerranée

Toulouse, Anacharsis
2014, 408 p.
ISBN : 9791092011074

Le livre de Gillian Weiss, *Captifs et corsaires. L'identité et l'esclavage en* Méditerranée, n'est pas un ouvrage de plus sur la course dite « barbaresque », mais une étude, sur la longue durée, de la captivité des Français au Maghreb qui donne lieu à une interrogation essentielle et inattendue : comment s'est construite la francité ou « frenchness » entre 1550 et 1830 ? Publié en 2011 aux presses universitaires de Stanford, ce livre participe d'un regain d'intérêt pour la Méditerranée de la part des historiens français (1) et américains depuis une décennie (M. Green (2), N. Rothman (3), J. White (4), D. Hershenzon (5)) et d'un renouvellement des questionnements concernant cette aire, sur laquelle on a longtemps cru, qu'après Fernand Braudel, tout avait été dit. Parce que l'assimilation entre le terrorisme contemporain et la course pratiquée, depuis le Maroc et les provinces ottomanes, au cours des XVIe et XVIIe siècles, s'est imposée dans le débat public états-unien comme une évidence, certains historiens comme G. Weiss disent la nécessité de revenir sur le passé méditerranéen pour identifier la nature de lieux communs qui, sous forme de vérités historiques, sont mobilisés par les politiciens et les media en période de crise. *Captifs et corsaires* historicise les rapports de la France avec le Maghreb à travers la question du rachat des prisonniers saisis en mer dans le cadre de l'activité corsaire, puis asservis à Alger, à Tunis et dans les ports marocains. L'auteur montre comment le rachat sélectif opéré par la Monarchie française, l'Empire, puis la Restauration contribua à définir, de manière variable, au cours du temps, qui était Français et qui ne l'était pas. Mettant à distance protestants et convertis à l'islam, la libération des captifs fut d'abord un outil politique de consolidation du royaume de France, pour ensuite devenir un prétexte à l'expansion coloniale.

Après avoir permis au lectorat français de se délecter de la lecture du livre de Richard White (*Le Middle Ground. Indiens, Empires et républiques dans la région des Grands lacs, 1650-1815*, Toulouse, Anacharsis, 2015), sur la rencontre des mondes et les lieux de la médiation dans le Nord du continent américain, les éditions Anacharsis proposent une très belle traduction de l'ouvrage de Gillian Weiss. Sans se réclamer de l'histoire globale, l'ouvrage convie toutefois à un décentrement vivifiant. Faire de la Méditerranée et des tensions qui l'agitent du XVIe au XIXe siècle, le lieu d'une enquête minutieuse sur l'identité française, question que l'on pose le plus souvent à partir de terrains hexagonaux, voilà qui est suggestif, d'autant plus à l'heure où des flux de migrants venus du Sud et de l'Est de la Méditerranée interrogent les appartenances nationales et leurs raideurs. Apprendre qu'être français a une histoire qui n'est pas linéaire et interne, mais variable et étroitement liée à des contingences extérieures, en l'occurrence méditerranéennes, est particulièrement instructif pour le débat politique qui tend à essentialiser l'identité nationale. Et si la « frenchness » n'était pas une question de culture ou d'ancestralité, mais de discours et de circonstances ? Les ouvrages proposant des réponses à cette question à travers des enquêtes documentaires originales sont de plus en plus nombreux. Certains historiens de la France ont montré que la francité est discutée, débattue et constamment redéfinie par les acteurs sociaux en ses confins européens et impériaux au cours de la période moderne (P. Sahlins (6), R. Morieux (7), C. Vidal (8)). Gillian Weiss va plus loin, en montrant que la sphère territoriale de ce débat s'étend au-delà de la Méditerranée et relie étroitement Méditerranée et Atlantique. Car si la formulation de la francité est contingente et ne va pas de soi au cours des siècles, le rapport entre esclavage et race ne s'impose pas de manière définitive avant le XVIIIe siècle. Alors qu'au cours des XVIe et

(1) Guilaume Calafat, *Une mer jalousée – Contribution à l'histoire de la souveraineté* (Méditerranée, XVIIe siècle), Paris, Le Seuil, 2019 ; Jocelyne Dakhlia et Wolfgang et Kaiser (éd.), *Les musulmans dans l'histoire de l'Europe, vol. II, Passages et contacts en Méditerranée*, Paris, Albin Michel, 2013 et Wofgang Kaiser (éd.), *Le commerce des captifs. Les intermédiaires dans l'échange et le rachat des prisonniers en Méditerranée, XVe-XVIIIe siècle*, Rome, École Française de Rome, 2008.

(2) Green, Molly, *Catholic Pirates and Greek Merchants*, Princeton and Oxford, Princeton University Press, 2010.

(3) Rothman, E. Natalie, *Brokering Empire: Trans-Imperial Subjects between Venice and Istanbul*, Ithaca, New-Yok, Cornell University Press, 2011.

(4) White, Joshua, *Piracy and Law in the Ottoman Mediterranean*. Stanford University Press, 2017.

(5) Hershenzon, Daniel, *The Captive Sea: Slavery, Communication, and Commerce in Early Modern Spain and the Mediterranean*, Philadelphia, University of Pennsylvania Press, 2018.

(6) Sahlins, Peter, *The making of France and Spain in the Pyrénées*, Berkeley, University of California Press, 1989.

(7) Morieux, Renaud, *Une mer pour deux royaumes. La Manche, frontière franco-anglaise (XVIIe-XVIIIe siècles)*, Presses Universitaires de Rennes, Rennes, 2008.

(8) Vidal, Cécile, *Français ? La nation en débat entre colonies et métropole, XVIe-XIXe siècle*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2014.

BCAI 33 (2019) Weiss Gillian: Captifs et corsaires. L'identité française et l'esclavage en Méditerranée, recensé par Natividad Planas
© IFAO 2025 BCAI en ligne http://www.ifao.egnet.net

XVIIe siècles, on admet que les aléas de la mer peuvent déterminer la condition des hommes, le développement massif de l'esclavage Noir en Amérique au cours du XVIIIe siècle instaure, comme une certitude, que l'asservissement des Blancs est contre nature. À la veille de la conquête d'Alger par la France, être français, apparaît comme une condition diamétralement opposée et incompatible avec celle d'esclave, alors qu'auparavant ce n'était pas le cas.

L'ouvrage est composé de huit chapitres qui approchent la question de manière chronologique. Ils sont suivis de deux appendices dans lesquels sont présentés le corpus documentaire, original et inédit, sur lesquel se fonde cette étude. Cette dernière résulte d'un long travail de dépouillement dans les archives départementales de l'ensemble des régions maritimes françaises d'où sont originaires les captifs identifiés, travail jamais accompli jusqu'à ce jour. L'auteur croise ces données avec un ensemble très complet de récits de captivité et de rédemption, de catalogues de procession publiés, en France, entre le XVIe et le XVIIIe siècle ; elle met également à contribution journaux, ouvrages politiques, littérature et documentation iconographique. Cette collecte documentaire, qui vise l'exhaustivité, et rassemble un nombre impressionnant de titres, prouve en soi que le sujet était loin de constituer un épiphénomène.

Dès les premières pages, c'est sans ambiguïtés que G. Weiss dresse le tableau : l'activité corsaire était l'affaire de tous. Chrétiens aussi bien que musulmans s'adonnaient à cette activité qui consistait à s'emparer, en mer, des biens de l'ennemi et à capturer des prisonniers. Même si les relations diplomatiques entre souverains français et ottomans étaient parmi les plus anciennes, elles étaient fragiles et instables, donnant lieu à des tensions et à des prises corsaires de prises de part et d'autre (p. 20-21). Toutefois, du milieu du XVIe au milieu du XVIIIe siècle, les autorités du royaume de France nièrent qu'il y eut dans celui-ci des musulmans esclaves, allant jusqu'à affirmer que les esclaves qui touchaient le sol de France étaient rendus libres du fait d'une législation ancienne, dont on ne sait si elle fut réellement appliquée. La France avait beau être « la mère de la liberté », les galériens passaient tout de même une bonne partie de l'hiver à terre, à Marseille et Toulon. Dans les relations avec le Maroc et les provinces ottomanes, le refus de réciprocité s'aggrava particulièrement à partir du moment où la royauté, et non plus les villes ou les paroisses, organisa le rachat des captifs. Dès lors, l'esclavage des sujets du roi de France fut tenu pour une insulte à la couronne, qui reprit progressivement la rhétorique de la croisade. À partir de la deuxième moitié du XVIIe siècle, la couronne évita aussi souvent que possible de libérer des rameurs musulmans, pour les échanger contre des captifs français. Lorsqu'elle y accédait, il fallait que l'accord soit à son avantage, et non à parts égales (plusieurs captifs français contre un rameur musulman) ou qu'il permette de se débarrasser de rameurs vieux ou invalides ne pouvant plus travailler.

G. Weiss montre aussi que la persécution des protestants au sein du royaume et le rachat de captifs en terres d'Islam ont une histoire commune. Dans un premier temps, Louis XIII détermina des priorités : d'abord combattre les protestants, puis libérer les captifs retenus au Maghreb. Mais à partir de 1630, les cérémonies publiques organisées par les ordres rédempteurs, trinitaires et mercédaires, au retour de leurs missions de rachat et les chaînes de captifs après rachat conduits à travers la France, du port de débarquement jusqu'à Paris, furent de puissants vecteurs de propagande « manifestant, auprès des résidents de l'intérieur des terres, les horreurs de l'esclavage de Barbarie et le bonheur d'être sujet du roi de France » (p. 78). La première de ces missions arriva à Brouage, port atlantique ayant hébergé les armées royales en lutte contre les huguenots de La Rochelle (1627-28). La procession qui fut organisée à cette occasion « célébrait implicitement une victoire sur les musulmans et les protestants » (p. 79). Plus tard, sous le règne de Louis XIV, en bombardant Alger et en persécutant les protestants, le Roi Soleil se fit « soldat du Christ », même si, en réalité, on sait que cette politique de la canonnière avait aussi d'autres finalités. Il s'agissait de faire diversion au moment de l'attaque ottomane de Vienne (1683) à la défense de laquelle les armées du roi de France ne participèrent pas, afin de préserver l'alliance avec La Porte (p. 142).

Pour libérer les captifs français, le rachat, plutôt que l'échange, s'avérait le moyen le plus direct lorsque familles, municipalités ou ordres rédempteurs étaient en mesure de rassembler les montants des rançons. « Lorsqu'ils voulaient libérer leurs compatriotes des bagnes ottomans ou des *matemores* marocains, consuls et envoyés spéciaux butaient sur un obstacle : dans le cadre d'une entreprise de rachat, qu'était-ce donc qu'un Français ? » (p. 72). La réponse à cette question fut longtemps incertaine et variable. Dans un premier temps, la royauté eut tendance à donner à ce *gentilé*, qui traduisait l'allégeance politique des sujets captifs et le devoir de protection du souverain, une définition généreuse (les étrangers mariés en France, les expatriés de longue date, les hommes servant dans les armées françaises dont on sait bien qu'ils étaient majoritairement des mercenaires étrangers). Au cours du XVIIe siècle, celle-ci ajouta aux conditions de reconnaissance de la francité des captifs, la religion. La royauté refusa souvent de

BCAI 33 (2019) Weiss Gillian: Captifs et corsaires. L'identité française et l'esclavage en Méditerranée, recensé par Natividad Planas
© IFAO 2025 BCAI en ligne http://www.ifao.egnet.net

racheter les protestants de France, qui finissaient par trouver protection auprès des autorités consulaires anglaises ou hollandaises disposées à négocier leur liberté. Mais il arriva aussi qu'elle rachète des captifs protestants, sujets anglais ou néerlandais, pour narguer les puissances protestantes ; le roi de France se proclamait ainsi protecteur de la chrétienté toute entière. Le rachat était devenu un enjeu politique d'envergure internationale.

Au moment de la Révolution française, la capf tivité le devint aussi. Les captifs musulmans retenus en France furent libérés, ce qui assura des relations amicales avec le Maghreb, et permit l'importation régulière de céréales pour faire face à la terrible crise frumentaire qui, en partie, était à l'origine de la Révolution. Mais les autorités consulaires françaises à Alger ne firent rien pour racheter ou faire libérer la centaine de français captifs dans cette cité, car la plupart était des déserteurs. Par contre, quand les troupes napoléoniennes marchèrent sur l'Italie et firent leurs premières conquêtes, les captifs italiens retenus à Alger prêtèrent allégeance au consul de France, ce qui leur permit de faire partie des « bienheureux Français » qui allaient être libérés à la suite de négociations (p. 238). Cet élargissement de la francité n'allait, toutefois, pas de pair avec une reconnaissance universelle du droit à la liberté pour les populations noires en Amérique : l'abolition de l'esclavage (1794) n'avait duré qu'un temps et le retour aux asymétries serviles au sein de l'empire contribua à une racialisation radicale de servitude.

À la fin du XVIIIe siècle, suite à des naufrages, il arrivait que ceux qui quittaient la France pour devenir maîtres d'esclaves en Amérique, finissent eux-mêmes esclaves au Maroc ou en Afrique subsaharienne, à l'intérieur des terres. Des récits émanant d'Européens ayant souffert la captivité dans les zones désertiques de l'aire atlantique ou rurales de l'aire méditerraa néenne, contribuèrent à ensauvager l'Afrique (p. 271). C'est à cette époque, que Sir William Sidney créa la Société des chevaliers libérateurs des esclaves blancs d'Afrique et la Société antipiratique. Il diffusa son point de vue à travers l'Europe en proclamant que l'on faisait grand cas grand cas de la servitude noire en Amérique sans se soucier des souffrances des Européens en Afrique. Les parallèles établis entre la condition des blancs et des noirs asservis conduisirent certains à affirmer que la servitude des Africains, bien qu'intolérable, leur permettait d'accéder à la civilisation, alors que les blancs, qui par ailleurs dominaient le monde, se voyaient immergés dans la barbarie, ce qui était intolérable. Quelques oligarques européens s'enthousiasmèrent pour le projet de W. Sydney qui prévoyait des actions militaires en Méditerranée ; la France, le repoussa, puis se l'appropria.

Dès le tout début du XIXe siècle, affirme G. Weiss, s'était imposée « la conviction que l'esclavage, quel qu'il fût, ne pouvait décemment être le sort d'un européen blanc, ni à plus forte raison, d'un Français », tandis que les Africains, noirs et sauvages, y étaient prédisposés. Alors que les captifs européens au Maghreb étaient désormais peu nombreux, cette conception des différences raciales était très largement partagée. C'est alors que le soulèvement des Grecs contre la domination ottomane, qui donna lieu à la guerre d'indépendance grecque (1821-1832) redonna de la vigueur à l'idée que l'esclavage des hommes et des femmes blancs était contre nature. Les représailles et l'appréhension des rebelles, suivie parfois de la vente des prisonniers sur les marchés aux esclaves, firent penser aux philhellènes français que le « berceau de l'Europe » tout entier était menacé d'asservissement et de souillure. Discours politiques et représentations picturales attestent que ce qui inquiétait désormais la France, ce n'était plus la conversion des captifs à l'islam, mais le métissage : « le point focal de l'angoisse française n'était plus l'âme masculine, mais le corps de la femme blanche » (p. 322).

Charles X déclara devant la Chambre des députés, le 2 mars 1830, qu'il promettait de venger l'honneur de son peuple « au profit de la chrétienté ». La rhétorique religieuse, des prières publiques et des processions accompagnèrent la préparation de l'expédition contre Alger, qui avait pour objectif de « ramener la civilisation dans la patrie de Saint Augustin ». La libération des esclaves blancs – il n'y avait désormais plus qu'une centaine d'esclaves européens à Alger, dont un seul Français –, la religion et les raisons économiques allèrent de concert avec la mission civilisatrice. Certains abolitionnistes prétendaient que, plutôt que de faire travailler des esclaves dans des colonies lointaines d'Amérique, il serait bienvenu de faire de l'Algérie une colonie d'exploitation de proximité. La solution était là, contre « les effets corrupteurs de l'islam » ; nombreux furent les politiciens, artistes et personnes publiques qui exprimèrent la certitude religieux que « la France en détenait l'antidote » par le biais de la peinture, de la poésie, du théâtre, des discours politiques, économiques et religieux (p. 315).

On sort extrêmement enrichit de la lecture de cet ouvrage qui suggère de nombreuses pistes à exploiter et la possibilité d'études comparatives. Beaucoup plus étudiées, les interactions entre l'Espagne et le Maghreb liées au rachat des captifs, peuvent désormais être mises en regard avec le cas français. Mais surtout, les pages de conclusion, très synthétiques, invitent à un élargissement du champ

BCAI 33 (2019) Weiss Gillian: Captifs et corsaires. L'identité française et l'esclavage en Méditerranée, recensé par Natividad Planas
© IFAO 2025 BCAI en ligne http://www.ifao.egnet.net

d'interrogation. Comment la pluralité et la diversité des liens que l'Europe avait entretenus avec le Maghreb en vinrent à se scléroser suite à la conquête de la province ottomane d'Alger par la France ?

Natividad Planas,
Maître de conférences en histoire moderne
Université de Clermont Auvergne

BCAI 33 (2019) Weiss Gillian: Captifs et corsaires. L'identité française et l'esclavage en Méditerranée, recensé par Natividad Planas
© IFAO 2025 BCAI en ligne http://www.ifao.egnet.net